



PRÉFET DE L'YONNE

PRÉFECTURE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

SERVICE DE L'ANIMATION DES
POLITIQUES PUBLIQUES
INTERMINISTÉRIELLES ET DE
L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE N°PREF-SAPPIE-BE-2020-0047

du 17 JAN. 2020

annulant et remplaçant l'arrêté n° PREF-SAPPIE-BE- 2019-0372 du 2 août 2019 portant modification des dispositions de l'arrêté préfectoral n°PREF-DCLD-2004-0686 du 3 août 2004 autorisant M. le directeur de la SA ROCAMAT à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de RAVIERES, au lieu dit « La Côte »

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- VU le code de l'environnement, et notamment son article R.181-46,
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004, modifié, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,
- VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement,
- VU l'arrêté préfectoral n°PREF-DCLD-2004-0686 du 03 août 2004, autorisant M. le directeur de la SA ROCAMAT à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de RAVIERES au lieu dit « La Côte »,
- VU l'arrêté préfectoral n°PREF-SAPPIE-BE-2019-0372 du 2 août 2019, portant modification des dispositions de l'arrêté préfectoral n°PREF-DCLD-2004-0686 du 3 août 2004 autorisant M. le directeur de la SA ROCAMAT à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de RAVIERES, au lieu dit « La Côte » suite à la demande de prolongation d'exploitation sollicitée le 1er août 2018,
- VU l'acte de cautionnement solidaire n° 91027/000017/7004 du 24 août 2017,
- VU le recours gracieux formé par l'exploitant en date du 29 août 2019 à l'encontre de l'arrêté préfectoral n°PREF-SAPPIE-BE-2019-0372 du 2 août 2019 précité accordant une prolongation de l'autorisation d'exploiter de deux ans à la Société ROCAMAT SA,
- VU le projet d'arrêté adressé à la Société SA ROCAMAT le 25 octobre 2019,

VU les observations apportées par la Société SA ROCAMAT par courrier en date du 30 octobre 2019,

CONSIDÉRANT que la Société ROCAMAT SA, dont le siège social est situé 84, rue Charles Michels – Hall A -93 200 Saint Denis est autorisée à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de RAVIERES au lieu dit « La Côme », par l'arrêté préfectoral du 3 août 2004 susvisé,

CONSIDÉRANT que la durée de l'exploitation de cette carrière a été fixée à 15 ans par l'arrêté préfectoral du 3 août 2004 précité, soit jusqu'au 3 août 2019,

CONSIDÉRANT que la demande du 1er août 2018, susvisée, vise à poursuivre l'activité du site sur l'emprise autorisée par l'arrêté préfectoral du 3 août 2004, susvisé, en raison d'une quantité d'extraction de matériaux inférieure à celle prévue lors de la demande d'autorisation instruite en 2004,

CONSIDÉRANT que l'échéance du 3 août 2019 ne permettrait pas d'élaborer, de déposer et d'instruire un nouveau dossier d'autorisation environnementale pour ce site,

CONSIDÉRANT que les réserves théoriques restant à exploiter correspondent à 13 années d'exploitation supplémentaires selon la demande de l'exploitant, étant donné qu'au 1^{er} juin 2018, seuls 13,4 % du volume total exploitable autorisé ont été extraits,

CONSIDÉRANT que l'exploitant prévoit de réaliser une nouvelle demande d'autorisation environnementale pour la poursuite de l'exploitation,

CONSIDÉRANT que les impacts liés au fonctionnement de l'installation pendant la prolongation proposée par l'inspection des installations classées ont déjà été pris en considération dans le cadre de l'autorisation préfectorale délivrée par arrêté du 3 août 2004 susvisé,

CONSIDÉRANT que l'exploitation se poursuivra sans modification de la zone d'extraction présentée dans le dossier de demande d'autorisation instruit en 2004,

CONSIDÉRANT que la gestion de la carrière se poursuivra sans modification des effets et nuisances sur l'environnement (eaux, paysage, faune, flore, bruit, poussières, santé, sécurité publique, trafic routier, etc.),

CONSIDÉRANT que les impacts induits par ces modifications n'apparaissent pas être de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que la Société ROCAMAT SA a les capacités techniques et financières pour poursuivre l'exploitation de sa carrière sur le territoire de la commune de RAVIERES,

CONSIDÉRANT que la requête de l'exploitant, faisant suite au recours gracieux formé le 29 août 2019 et sollicitant que la durée de prolongation de l'autorisation soit portée à 5 ans, peut être accordée,

CONSIDÉRANT que selon l'article R.181-45 du code de l'environnement, un arrêté complémentaire peut être pris sur proposition de l'inspection des installations classées,

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Yonne,

A R R E T E

ARTICLE 1 - Prolongation d'autorisation

La durée de l'autorisation fixée à l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°PREF-CLD-2004-0686 du 3 août 2004 susvisé, délivrée à la société ROCAMAT SA pour l'exploitation d'une carrière sur le territoire de la commune de RAVIERES est **prolongée jusqu'au 3 août 2024**.

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral n°PREF-CLD-2004-0686 du 03 août 2004 susvisé demeurent applicables en ce qu'elles ne sont pas contraires au présent arrêté.

ARTICLE 2 - Garanties financières

La constitution des garanties financières est établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Le montant actualisé des garanties financières est fixé à 91 567 euros (indice TP01 de 111,2 du mois de septembre 2019).

La constitution des garanties financières pourra revêtir la forme suivante :

- l'actualisation de l'acte de cautionnement en vigueur expirant au 23 août 2022,
- la transmission d'un second acte de cautionnement couvrant *a minima* la période allant du 23 août 2022 au 3 août 2024.

ARTICLE 3 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est notifié à la société ROCAMAT.

ARTICLE 4 - Exécution

La Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Yonne, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté et le Maire de RAVIERES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie dudit arrêté sera également adressée :

- à la Directrice Régionale des Affaires Culturelles de Bourgogne-Franche-Comté,
- à la Responsable de l'Unité Départementale Nièvre/Yonne de la DREAL de Bourgogne Franche-Comté,
- au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Bourgogne-Franche-Comté,
- au Directeur Départemental des Territoires,
- au Chef du service de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine,
- au Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours.



Fait à Auxerre, le 17 JAN. 2020

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète,
Secrétaire générale,


Françoise FUGIER

Délais et voies de recours ci-après :

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.